

13 Septembre 2023

2023/019

Procès-verbal de séance du 13 Septembre 2023

Le Conseil Municipal de Moncaut, légalement convoqué le huit septembre deux mille vingt-trois (8 septembre 2023), s'est réuni en la salle du conseil de la mairie le mercredi 13 septembre deux mille vingt-trois (13 septembre 2023), à 20h00, sous la présidence de son maire, Monsieur Francis MALISANI.

Etaient présents : Monsieur Francis MALISANI, Monsieur David BUTTIGNOL, Monsieur Olivier LAMOUREUX, Monsieur Bernard BOUGNAGUE, Monsieur Daniel PIERRE, Monsieur Philippe SOULEAU, Madame Séverine BOZZI, Madame Nathalie LABAT

Etaient absents excusés : Monsieur Grégory MASSARDI, Madame Josiane SOURBES, Monsieur Michel LABAT, Madame Claudie VECCHI, Madame Sandra DUPRE

Secrétaire de séance : Monsieur Olivier LAMOUREUX

*Nombre de Conseillers en exercice : 13*

*Nombre de Conseillers présents : 8*

Quorum Atteint

Ordre du jour

- Avenant Convention Transport Scolaire
- Préparation Caveau Communal
- Reprise Concession Abandon
- Enquête Publique Chemin AVI
- Convention Accompagnement Numérique
- Assurance Statutaire
- Bouche Incendie
- Virement de crédit PC école
- Validation des zonages et des OAP du PLUI
- Questions diverses

Monsieur le maire souhaite la bienvenue aux conseillers municipaux et ouvre la séance.

Approbation du compte-rendu du dernier conseil municipal.

Délibération n°018/2023

**Objet : Adhésion à la convention « Accompagnement Numérique » proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne (CDG 47)**

*Nomenclature 1.7*

Vu les articles L. 2122-21 et L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales qui chargent l'autorité territoriale d'exécuter les décisions de l'organe délibérant ;

Vu la précédente convention cadre « Accompagnement numérique » dénoncée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne (CDG 47) par courrier en date du 13 juillet 2023 ;

Vu la convention cadre « Accompagnement numérique » adoptée par le Conseil d'administration du CDG 47 en date du 5 juillet 2023 ;

Considérant, compte tenu des enjeux de la transformation numérique des collectivités, du besoin d'un accompagnement dans ce domaine ;

Considérant la mission « Accompagnement numérique » proposée par le CDG 47 ;

Considérant que le CDG 47 propose une nouvelle convention cadre en remplacement de l'existante qui sera résiliée au 31 décembre 2023, il convient de délibérer pour souscrire à la nouvelle convention Accompagnement Numérique qui prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Monsieur le Maire fait savoir à l'assemblée que le CDG 47 a développé depuis 2018 une gamme d'outils et de services correspondant aux besoins informatiques et numériques courants et à la taille des collectivités lot-et-garonnaises.

Les services suivants sont regroupés dans une seule et unique convention cadre intitulée « Accompagnement Numérique » :

- Installation des logiciels métiers et assistance à leur utilisation courante dans les domaines des finances, des ressources humaines, de la gestion des affaires générales et des administrés, etc.
- Sécurité du système d'information
- Dématérialisation des marchés publics, du contrôle de légalité et de la chaîne comptable
- Parapheur électronique
- Convocation électronique
- Saisine par voie électronique
- Communication électronique professionnelle
- Conseil en équipement.

Ils sont proposés autour de 3 forfaits dans la convention en vigueur jusqu'au 31 décembre 2023 :

- Le forfait « Métiers/Métiers et communication », le plus complet, destiné aux collectivités utilisatrices des logiciels métiers et permettant de bénéficier également de tous les services technologiques (sécurité informatique, audits et conseils, dématérialisation, etc)
- Le forfait « Hébergé », pour les collectivités hébergées chez un tiers utilisateur des logiciels métiers,
- Le forfait « Technologie/Technologie plus », au profit des collectivités non-utilisatrices des logiciels métiers.

*Pour rappel, la commune est actuellement adhérente au forfait suivant : « Métiers »*

Le CDG47 propose désormais une nouvelle convention cadre selon les modalités suivantes :

13 Septembre 2023

2023/020

## 1/ Choix du/des forfaits :

Le Conseil d'administration du CDG47 a pris la décision, le 5 juillet dernier, de repenser l'organisation de la mission « Accompagnement Numérique » en isolant les deux versants de celle-ci afin de proposer une nouvelle convention cadre comprenant deux forfaits :

- Le forfait « Métiers », consistant en l'assistance technique à l'utilisation quotidienne des logiciels métiers des collectivités dans les domaines des finances, des RH, de la gestion des affaires générales et des administrés, etc.
- Le forfait « Technologie » pour l'accompagnement des collectivités dans la sécurité de leur système d'information, le renouvellement de leurs équipements informatiques, la dématérialisation des marchés publics, du contrôle de légalité et de la chaîne comptable, etc.

Ces deux forfaits sont cumulables entre eux afin de permettre à chaque adhérent de disposer d'une offre complète correspondant au niveau de services actuel le plus élevé.

Le forfait « hébergé » a été supprimé du fait de la proposition d'un forfait "Métiers" comprenant uniquement l'assistance logiciels métiers. Une facturation adaptée est proposée aux collectivités concernées.

Le détail de chaque forfait est contenu dans les annexes n°1 et 3.

Pour couvrir les besoins en accompagnement numérique de notre commune, il convient de souscrire aux forfaits « Métiers » et « Technologie »,

## 2/ Tarification :

Les modalités de calcul de l'adhésion annuelle sont précisées dans l'annexe 2 de la convention. A titre indicatif, la tarification applicable à notre commune pour l'année 2024 est la suivante, sous réserve d'évolution de la population au 1<sup>er</sup> janvier 2024 :

- Commune (strate 4, de 1 à 9 - Source INSEE Populations légales des communes en vigueur au 1er janvier de l'année concernée : 633 habitants) :
  - Forfait Métier =  $[(1250) + (0.84 * 133 \text{ habitants } \underline{\text{au-delà du seuil minimal de la strate concernée}})]$ , soit 1361.72 €.
  - Et - Forfait Technologie =  $[(1150) + (0.78 * 133 \text{ habitant } \underline{\text{au-delà du seuil minimal de la strate concernée}})]$ , soit 1253.74 €

La convention permet également de souscrire des prestations additionnelles dans les conditions fixées en annexes. Il peut s'agir de prestations complémentaires aux services dont

la collectivité dispose déjà au titre de la convention, de l'intervention d'un technicien territorial informatique mutualisé (TTIM) ou d'une assistance technique optionnelle (dépassant l'assistance technique à l'utilisation quotidienne des logiciels).

Les tarifs seront révisés annuellement et indexés à l'indice Syntec dans les conditions précisées en dernière page de l'annexe 2.

### 3/ Modalités d'adhésion :

L'adhésion à la convention est réalisée sur trois années civiles puis est reconduite de manière tacite par périodes identiques, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties dans les conditions et délais prévus à l'article 9 de la convention.

Cette convention prend effet à la date de signature par les deux parties et ne fera l'objet d'aucun prorata en cas d'adhésion en cours d'année.

*En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:*

Après en avoir délibéré,

- de prendre acte de la résiliation au 31 décembre 2023 de la convention accompagnement numérique conclue avec le CDG 47 le 24 janvier 2018.
- d'adhérer à la nouvelle convention « Accompagnement Numérique » proposée par le CDG 47 sur les forfaits « Métiers » et « Technologie ».
- d'autoriser le paiement du montant de la cotisation annuelle correspondante, ainsi que le paiement des prestations complémentaires éventuellement sollicitées sur la base de l'annexe 3, dans les conditions tarifaires prévues en annexe 2 de la convention.
- de prendre connaissance que les crédits correspondants seront ouverts au budget.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention jointe en annexe ainsi que tous documents s'y rapportant, notamment l'annexe n°4 définissant le choix du ou des forfaits de la collectivité.

### Délibération n°019/2023

**Objet : Contrat Groupe d'Assurance des risques Statutaires (CGAS) 2025-2028**

#### Nomenclature : 4.1

Le Maire expose

- L'opportunité pour la commune de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire (risque employeur), en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 alinéa 5, permettant aux centres de gestion de souscrire, pour le compte des collectivités et établissements du département qui le demandent, des contrats d'assurance les garantissant contre les risques financiers des absences pour raison de santé ;

13 Septembre 2023

2023/021

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de gestion pour le compte des collectivités et établissements territoriaux ;

Vu le code de la commande publique ;

Le Conseil, après en avoir délibéré :

Décide :

**Article unique :** La commune charge le Centre de gestion de négocier un contrat groupe auprès d'une entreprise d'assurance agréée. Ce contrat est ouvert à adhésion facultative.

La commune se réserve la faculté d'y adhérer, une fois les résultats de la consultation présentés par le Centre de gestion. Cette adhésion supposera la prise d'une nouvelle délibération et la signature d'une convention.

Le contrat groupe prévoira la prise en charge de tout ou partie des risques suivants qui correspondent à la charge nous incombant, en tant qu'employeur public, en cas d'arrêt pour raison de santé de nos agents :

- Agents CNRACL (régime spécial) :

Maladie ordinaire, temps partiel thérapeutique, maternité/paternité/adoption, accident de service, décès, longue maladie / longue durée.

- Agents IRCANTEC (régime général) :

Maladie ordinaire, temps partiel thérapeutique, maternité/paternité/adoption, accident de service, grave maladie.

Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs consultés devront pouvoir proposer à la commune une ou plusieurs formules.

Le contrat groupe devra également avoir les caractéristiques suivantes :

Durée du contrat : 4 ans, à effet au premier janvier 2025.

Régime du contrat : Par capitalisation (c'est-à-dire que l'assureur continuera de prendre en charge tout sinistre débuté pendant la durée du contrat, même si ce sinistre perdure une fois le contrat arrivé à terme. C'est la date de survenance du sinistre qui est prise en compte. Toute rechute concernant un même sinistre survenu en cours de contrat continuera également d'être prise en charge par le même assureur).

### Délibération n°020/2023

**Objet : Avenant à la Convention de délégation de la compétence transports scolaires en Lot-et-Garonne**

#### **Nomenclature : 8.7**

Monsieur le maire rappelle que par délibération du 21 mai 2019, suite à la reprise de la compétence transport scolaire par la région nouvelle aquitaine. Comme celle-ci avait décidé de mettre fin à la gratuité des transports pour les élèves scolarisés au sein des RPI et d'instaurer une participation annuelle de 30 euros par enfant. La commune avait pris en charge l'intégralité du coût de la carte de transport, soit 30€ par an et par élève pour les deux communes pour les années 2019, 2020, 2021 et 2022.

Considérant que cette participation est appelée auprès des parents

Considérant le principe de gratuité de l'école publique

Considérant l'instauration d'une participation de la région par le financement des accompagnateurs dans le bus

Le conseil municipal par un vote à l'unanimité :

DECIDE de prendre en charge, pour les années scolaires 2023-2024-2025, l'intégralité du coût de la carte de transport, soit 30€ par an et par élève pour les deux communes.

AUTORISE son maire à signer tout document afférent à ce sujet dont l'avenant N°4 de la convention de délégation de la compétence transports scolaires en Lot et Garonne.

### Délibération n°021/2023

**Objet : Validation des zonages et des OAP du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de l'Albret**

#### **Nomenclature : 2.1.2**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi climat et résilience,

Vu les statuts d'Albret Communauté,

Vu la délibération de prescription du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'Albret, N° DE-176-2019, en date du 26 Décembre 2019,

Vu le Projet d'Aménagement de Développement Durable du PLUi de l'Albret débattu en Conseil Communautaire le 23 Mars 2022,

Vu le courrier d'Albret Communauté daté du 16/06/2023 rappelant la nécessité pour chaque commune de délibérer pour poursuivre l'élaboration du PLUi ;

13 Septembre 2023

2023/022

M. le Maire rappelle que l'élaboration du PLUi de l'Albret, menée par Albret Communauté se fait en informant et associant régulièrement les communes du territoire, et respecte un esprit de collaboration et de co-construction,

M. le Maire rappelle par ailleurs, les éléments réglementaires qui s'imposent à l'élaboration du PLUi, et notamment :

- La loi Climat et Résilience, qui fixe des objectifs chiffrés de réduction de la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers ;
- Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'Albret doit s'inscrire dans une démarche de compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale de l'Albret approuvé le 09/09/2020, qui a déterminé un projet d'accueil pour le territoire à l'échéance 2035.
- Les règlements graphiques et écrits du PLUi doivent respecter les objectifs inscrits dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable débattu en Conseil Communautaire le 23 Mars 2022,
- La Commune pourra délibérer, pour avis, au moment de l'arrêt du PLUi.

Considérant que lors de la délibération de prescription du PLUi n° DE\_176\_2019, et dans les modalités définies librement pour garantir une bonne collaboration avec les communes, il a été notamment décidé d'une étape de « validation du zonage et des OAP par chaque commune en conseil municipal avant présentation en commission »

Il est demandé au Conseil Municipal de valider les zonages et les OAP du territoire communal, annexées à la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAL

Considérant l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- De valider les zonages et les OAP annexées à la présente délibération

**Bouche à incendie**

Monsieur Buttignol doit sortir de la pièce, le quorum n'étant pas atteint, la délibération est remise au prochain conseil.

## Préparation travaux caveau communal

Bernard BOUGNIAGUE expose le sujet de la récupération des concessions. Il existe 4 réservations à Fontarède. Il y en a 2 au village.

Il faut avoir un emplacement communal, notamment pour les indigents.

Il faudrait créer un caveau pour en faire un ossuaire.

## Enquête publique chemin de M. Avi

N'ayant pas toutes les informations voulues sur ce dossier, cet ordre du jour est reporté à un prochain conseil.

## QUESTIONS DIVERSES

### Travaux bourg

Monsieur le maire informe le conseil de la réunion de lancement le 20 septembre matin. Les élus y sont conviés.

### Bâche à incendie

Le SDIS devait remplir la bâche gratuitement pour la 1<sup>ère</sup> fois.

### Rentrée scolaire

La rentrée s'est bien passée.

### Cagnotte pour la petite Ignès

La mairie ne fera rien dans la mesure où d'autres enfants peuvent être dans ce cas. Mais chacun, à titre individuel, est libre de participer à cette cagnotte.

### Bulletin municipal

Un bulletin spécial sortira pour le lancement des travaux.

### Lettre PHM

Monsieur le maire fait lecture du courrier de PHM.

### Journées du patrimoine à Moncaut

Les photos du territoire prises par les enfants du RPI seront exposées au lycée de Nérac, le dimanche à 14h30.

Fin du conseil municipal : 22h20



# COMMUNE DE MONCAUT



13 Septembre 2023

2023/023

Les délibérations prises ce jour portent les numéros 018/2023 à 021/2023

Listes des membres présents :

Monsieur Francis MALISANI, Monsieur David BUTTIGNOL, Monsieur Olivier LAMOUREUX, Monsieur Bernard BOUGNAGUE, Monsieur Daniel PIERRE, Monsieur Philippe SOULEAU, Madame Séverine BOZZI, Madame Nathalie LABAT

Signature de l'exécutif 	Signature du secrétaire de séance 
--	---